



S.E. Mgr Samuel Kleda  
Archevêque de Douala

Prot. N. 465/0111/2025/CH/ASE

## **DECLARATION**

**De**

**Son Excellence Mgr Samuel KLEDA**

**Sur la proclamation des résultats de l'élection présidentielle  
du 12 octobre 2025 et les violences post-électorales.**

**Aux**

**Prêtres ;**

**Religieux et religieuses ;**

**Fidèles laïcs ;**

**Âmes de bonne volonté.**

*« Un cri s'élève dans Rama, une plainte et des pleurs d'amertume. C'est Rachel qui pleure ses fils ; elle refuse d'être consolée, car ses fils ne sont plus »  
(Jr 31, 15).*

1. L'élection présidentielle du 12 octobre 2025 s'est présentée pour nous, Camerounaises et Camerounais, comme le "*kairos*" le moment favorable pour écrire une nouvelle page de notre histoire : *le changement*. Nous avons pour une très large majorité, exprimé ce désir, cette volonté, cette aspiration profonde de notre cœur et de notre âme, par le choix massif du candidat, du leader que nous avons estimé capable de rassasier cette grande faim et d'étancher cette immense soif du peuple camerounais.

2. À travers les réactions des uns et des autres après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, de nombreux citoyens qui s'attendaient à un avenir meilleur, ont eu la ferme conviction que leur choix n'a pas été respecté. Il a été méprisé et pire encore ignoré ; aujourd'hui, leur déception est immense. Face à cette attitude qui a indigné une majorité écrasante des Camerounais et la communauté internationale, tous les responsables de notre pays sont invités à réfléchir en profondeur sur les conséquences de la situation actuelle.

3. Car la proclamation des résultats du 12 octobre 2025 avec la déception et l'indignation qu'elle a ravivée dans la pensée et le cœur d'un grand nombre de nos compatriotes, a donné lieu à des marches et manifestations à caractère pacifique. Malheureusement, elles ont connues de graves dérives à travers des actes de vandalismes, de pillages, de vol aux conséquences graves sur la vie matérielle et économique de beaucoup de personnes innocentes, dans les villes comme Douala, Garoua, Maroua, Bertoua, Dschang... Ce qui est déplorable et condamnable.

4. En effet, d'une part, des édifices publics, certains établissements commerciaux et des boutiques ont été saccagés, pillés, vidés et d'autres incendiés. Ces actes regrettables et répréhensibles ont plongé leurs propriétaires dans le désarroi et la misère. D'autre part, des violences verbales et physiques, des intimidations ont été exercées sur les populations. Il y a eu de nombreuses arrestations et des assassinats surtout parmi les jeunes et cela se poursuit.

5. Tout en travaillant sur une autre manière de sauvegarder la sécurité des personnes et des biens, il est indispensable que ces violences, ces intimidations, ces arrestations et assassinats prennent fin. Le Cameroun ne devrait pas être une terre d'affrontements permanents entre le pouvoir et le peuple après chaque élection présidentielle. La démocratie ne s'accommode pas des coups de canons, des menaces, des arrestations arbitraires et des intimidations des citoyens qui ont une pensée contraire. On n'organise pas une élection pour tuer les concitoyens. On ne gouverne pas un peuple avec les armes. Aucun gouvernement au monde ne peut gouverner sans le peuple, il gouverne pour le peuple, et il a pour devoir de l'aimer et de répondre à ses aspirations légitimes et profondes, comme le recommande l'Apôtre Pierre : « soyez les pasteurs du troupeau de Dieu qui se trouve chez vous ; veillez sur lui, non par contrainte mais de plein gré, selon Dieu ; non par cupidité mais par dévouement ; non pas en commandant en maîtres à ceux qui vous sont confiés, mais en devenant les modèles du troupeau » (1 P 5, 2-3).



6. Il est temps que nous nous penchions sérieusement sur les origines profondes de ce malaise, de cette colère, de ce ras-le bol qui poussent les Camerounais à avoir de tels agissements et de trouver des solutions appropriées. Nos compatriotes demandent à être écoutés, que leurs besoins et aspirations profondes soient pris en compte et considérés.

7. Le Cameroun profond crie sa souffrance et sa misère. Les populations ont faim parce qu'elles n'ont pas de travail. Le taux de chômage général actuel est estimé à 74 % et celui de pauvreté au Cameroun en 2024 à environ 37,7%. 10,1 millions de Camerounais vivent avec moins de 1000 FCfa par jour. Le Cameroun compte plus de 6 millions de citoyens sur les routes de l'exil ou de l'immigration clandestine (cf. Centre d'Études stratégiques d'Afrique). Notre pays est dépourvu d'un système économique fiable pourvoyeur d'emplois. Le déficit énergétique (eau et électricité) ne permet pas le développement du tissu économique.

8. Le peuple est inquiet de cette situation qui perdure. Sans aucun signe d'espoir à l'horizon, des citoyens ou des familles préfèrent s'en aller à l'étranger. Un peuple qui descend dans la rue pour crier son désespoir, exprime une rupture et interpelle la conscience des dirigeants. Si des milliards sont dépensés pour organiser les élections, on peut également en trouver pour le bien-être des populations. Nous ne saurions faire la sourde oreille, ni rester indifférents, insensibles aux signaux de détresse qu'elles nous envoient.

9. Nous sommes parvenus au terme d'une élection présidentielle. Pouvons-nous oser espérer une amélioration réelle, significative et effective des conditions de vie des Camerounais par rapport à la situation actuelle ? Cette situation qui est marquée par : la mal gouvernance, le chômage, l'émigration des jeunes, la sous scolarisation, le manque d'emplois, le délabrement des routes, le déficit énergétique, les injustices, les inégalités sociales, la corruption, l'exploitation des richesses du pays par une minorité de Camerounais, un luxe insolent de certains pendant qu'une majorité croupit dans la misère, l'insécurité grandissante, la vie chère, le tribalisme, l'inégale répartition des richesses du pays, l'usage du bien commun à des fins égoïstes... ? Tout ceci entraîne un climat social tendu et délétère.

10. L'apaisement et la préservation de la paix et de la stabilité dans notre pays aujourd'hui passent par une prise de conscience collective de ces différentes crises qui minent notre pays et engendrent la souffrance et la misère des Camerounais, et la ferme volonté d'y apporter des solutions appropriées.

Que l'Esprit Saint éclaire nos dirigeants et le peuple camerounais et que la Vierge Marie Patronne du Cameroun, intercède pour nous.

*Donnée le 1<sup>er</sup> novembre 2025, en la solennité de la Toussaint.*

  
B.P. 179 DOUALA  
\* Samuel KLEDA  
Archevêque de Douala